

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 27/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

11 rue de la Motte
CS 37126
35770 Vern-Sur-Seiche

Références : EP/VLF/E/2026
Code AIOT : 0005503129

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté à La Ville Caro à Mauron (56430). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite entre dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des inspections classées de la DREAL Bretagne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- La Ville Caro 56430 Mauron
- Code AIOT : 0005503129
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière d'extraction de granulats alluviaux pliocènes dans le but de produire du béton. Les refus de criblage peuvent être valorisés en granulats ornementaux. La carrière est en phase terminale d'exploitation avec un arrêt définitif imminent (fin janvier 2026). Le site poursuivra ensuite sa remise en état telle qu'engagée depuis plusieurs années, notamment par le comblement des fouilles d'extraction, à l'aide des stériles de production entreposés sur le site au fil de son exploitation. L'achèvement de la remise en état est prévu pour 2030.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 16/07/2015, article 10>10.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention de la pollution des sols	Arrêté Préfectoral du 16/07/2015, article 8>8.4	Sans objet
3	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 16/07/2015, article 10>10.5	Sans objet
4	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 16/07/2015, article 11	Sans objet
5	Déchets d'extraction de la carrière	Arrêté Préfectoral du 16/07/2015, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis sur site ont montré une non-conformité relative au respect de la valeur limite d'émission en Matières En Suspension (MES) sur les rejets d'eaux pluviales. De plus, des améliorations sont à prévoir en ce qui concerne la traçabilité des déchets inertes remobilisés dans le cadre de la remise en état du site.

Considérant la fin d'exploitation imminente, il n'a pas été proposé de suite administrative mais des actions correctives devront toutefois être engagées et suivies jusqu'à l'achèvement de la remise en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2015, article 8>8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de la carrière
Prescription contrôlée : Les matériaux extérieurs utilisés pour le remblayage doivent faire l'objet d'un tri préalable afin de garantir leurs caractères inertes. L'exploitant tiendra à jour un registre sur lequel seront répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Constats :

Les matériaux utilisés pour le remblaiement de la carrière, vus sur site le jour de la l'inspection, sont bien des matériaux inertes résultant d'un tri préalable.

Le lots mis en oeuvre sont consignés dans un registre assurant la traçabilité. Ce dernier précise la provenance, les quantités et le type de matériau. Il est lié à un plan topographique permettant de localiser le lieu de mise en oeuvre sur le site.

Il a été noté que dans un certain nombre de cas, le lieu tracé était celui du "stock à terre" avant mise en place, et non de la mise en place elle-même (cas du lot du 29/01/2025 examiné par sondage). Considérant la proximité du stock à terre et du site de mise en oeuvre, cette imprécision n'a pas été jugée significative. Il est toutefois demandé à l'exploitant de la corriger pour le suivi à venir. Le registre papier consultable sur site était partiellement incomplet puisqu'il ne comprenait pas la période de janvier à avril 2025. Ce manque a été corrigé en séance après recherche dans les données archivées informatiquement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de faciliter le suivi et d'améliorer la traçabilité, il est demandé à l'exploitant d'ajouter directement sur le registre le lieu de mise en œuvre en remblaiement de carrière et de veiller à la complétude du registre disponible sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2015, article 10>10.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement et d'exhaure : normes

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales décantées susceptibles d'être rejetées exceptionnellement dans le milieu naturel (pièce d'eau dit Des Bretons et plan d'eau de La ville Caro) devront respecter les prescriptions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30°C,
- matières en suspension totales (MES) concentration inférieure à 35 mg/l,
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté DCO concentration inférieure à 125 mg/l,
- hydrocarbures concentration inférieure à 10 mg/l.

Constats :

L'exploitant a présenté en séance les résultats des 2 dernières campagnes d'analyse des eaux pluviales du site réalisées le 2 avril 2025 et le 29 octobre 2025.

Les résultats montrent des dépassements significatifs sur le paramètre MES avec des valeurs fluctuant entre 79 et 389 mg/l pour une norme fixée à 35 mg/l. Ils sont conformes sur les autres paramètres.

Les eaux du site rejoignent un plan d'eau présent sur le site après un parcours destiné à favoriser la décantation.

Il convient de préciser que la carrière est en fin d'exploitation et que son arrêt est prévu pour fin janvier 2026. Ensuite le site entrera dans sa phase de réhabilitation, laquelle arrivera à son terme en 2030.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'arrêt imminent de l'exploitation du site conduit l'inspection à ne pas engager de démarche en vue de proposer des suites administratives. Néanmoins, il est demandé à l'exploitant de renforcer les mesures de traitement des eaux destinées au milieu, afin de ramener les concentrations de MES conformes au seuil de 35mg/l. La phase de réhabilitation devra également être mise en œuvre en veillant au respect des Valeurs Limites d'Émission (VLE).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2015, article 10>10.5

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la qualité des eaux

Prescription contrôlée :

Le contrôle de la qualité des eaux du bassin d'eau claire (susceptibles être rejetées à l'extérieur) s'effectuera au niveau de la surverse :

- semestriellement sur les pH, MES, T°C, et conductivité,
- annuellement sur les paramètres DCO et hydrocarbures.

L'exploitant tiendra à la disposition de la DREAL les résultats de ces mesures.

Constats :

La périodicité des mesures est respectée, puisque l'exploitant réalise une campagne semestrielle sur l'ensemble des paramètres.

En revanche le prélèvement est effectué au droit du rejet dans la pièce d'eau présente dans l'emprise du site. L'exploitant a indiqué que cet "étang" constituait l'ultime exutoire des eaux pluviales de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2015, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des retombées de poussières

Prescription contrôlée :

La périodicité des contrôles sera annuelle sur les trois premières années. En fonction des résultats obtenus ces contrôles pourront être ramenés à une périodicité de 3 ans. [...]

Constats :

L'exploitant a réalisé des campagnes annuelles de mesure de retombée des poussières sur jauges OWEN jusqu'en juin 2021. A compter de cette date, des campagnes trimestrielles ponctuelles ont été réalisées, 4 en 2023 et 4 en 2024.

Dès lors, la périodicité de contrôle est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déchets d'extraction de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2015, article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets

Prescription contrôlée :

(Déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière)

Le plan de gestion sera révisé tous les cinq ans par l'exploitant.

Il sera révisé également en cas de modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Constats :

Le plan de gestion des déchets en date de décembre 2025 a été présenté en séance. Il concerne les anciens déchets d'exploitation stockés sur site et destinés à être réemployés pour la remise en état du site dans le cadre de sa cessation d'activité.

Type de suites proposées : Sans suite